

Voici le quatorzième numéro du bulletin d'informations internationales de l'Union syndicale Solidaires. Sa diffusion aux adhérent-e-s est de la responsabilité des structures membres, qui peuvent le reproduire, le glisser dans leurs journaux, bulletins, etc., en reprendre des articles...

Tunisie : grève des enseignants en solidarité avec Gafsa

La brutale répression du mouvement social dans le bassin minier de Gafsa en 2008 s'est soldée par la condamnation à de la prison ferme pour 20 des 38 inculpés considérés comme des « leaders ». Les peines montent jusqu'à huit ans de prison ferme! Leur seul tort est d'avoir manifesté pacifiquement. Le pouvoir, puisque c'est lui qui en a décidé ainsi, refuse aujourd'hui encore de revenir sur une telle injustice.

En signe de solidarité, lors de son congrès tenu les 25 et 26 juin dernier, la **fédération générale de l'enseignement de base, affiliée à l'UGTT, a adopté le principe d'une grève sectorielle pour exiger la libération des condamnés de Gafsa**, dont un certain nombre sont instituteurs. La date du 5 octobre, journée mondiale de l'enseignement décrétée par l' UNESCO, a été retenue.

L'Union syndicale Solidaires a réaffirmé son soutien aux inculpés et à celles et ceux qui luttent contre une telle injustice en Tunisie. L'Union syndicale Solidaires salue le courage d'une telle initiative et apporte son soutien complet aux camarades de la fédération générale de l'enseignement de base en cette journée de grève.

Le numéro 2 d'Afriques 21 est sorti : abonnez-vous !

Afriques 21 est une revue réalisée par des militant-e-s d'organisations syndicales et associatives diverses. L'Union syndicale Solidaires en est partie prenante. Elle a pour objectif de se faire l'écho d'analyses, d'informations et d'initiatives d'organisations associatives et syndicales qui luttent afin d'obtenir une réelle alternative pour les peuples africains.

Pour ce deuxième numéro, nous avons choisi d'aborder dans notre dossier les **politiques de santé sur le continent africain**. Vous trouverez également au sommaire de ce numéro **des articles sur l'impérialisme français ainsi que sur les luttes qui traversent le continent**.

Abonnez-vous : 4 numéros, 15 €.

Afriques21 BP 39 94271 Le Kremlin-Bicêtre Cedex France

www.afriques21.org



Boycott, Désinvestissement et Sanctions vis-à-vis d'Israël

Le Bureau National de l'Union syndicale Solidaires, réuni le 3 septembre 2009, a donné son accord pour que l'Union réponde à l'appel de la société civile palestinienne et s'engage dans la **campagne Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS) vis-à-vis d'Israël** pour faire respecter le droit international, mettre fin à l'occupation et à la colonisation...

L'Union syndicale Solidaires rejoint ainsi de nombreuses organisations syndicales dans le monde déjà engagé dans cette campagne. En refusant de reconnaître le droit à un véritable état pour le peuple palestinien, en accentuant la colonisation des territoires occupés, en poursuivant la construction d'un Mur pourtant déclaré illégal par la Cour internationale de Justice, le Gouvernement israélien refuse de se plier au droit international. Face à cela, il s'agit par une campagne de sanction non-violente, d'agir dans un cadre citoyen et éthique afin d'obtenir une solution politique qui garantisse l'application du droit international pour les deux peuples, palestinien et israélien, dans les frontières de 1967.

Condamnations de défenseurs sahraouis des droits de l'Homme

Communiqué commun : Association des Amis de la RASD (AARASD), Association des familles de prisonniers et de disparus sahraouis (AFAPREDESA), Association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique (AFASPA), Comité pour le respect des libertés et des droits humains au Sahara occidental (CORELSO), Droit Solidarité (DS), Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP).

La Cour d'appel d'Agadir a confirmé le 24 juin et même, dans certains cas, aggravé les peines de prison infligées en première instance à des défenseurs sahraouis des droits de l'Homme dont certains ont mené une très longue grève de la faim. Les 9 membres du groupe dit de « Mohamed Yahia » ont été condamnés à de lourdes amendes et à des peines de prison ferme, 1, 4 et jusqu'à 15 ans: Yahya Mohamed Elhafed Yahia, 43 ans, 15 ans de prison; Mahmoud El Berkaoui, 26 ans, Salmi Mohamed, 34 ans, la faim, 4 ans; Najem Bouba, 27 ans, Mayara Moujahed, 33 ans, Lahcen Lefkir, 28 ans, Salam Charafi, 28 ans, Abdelghani Bani, 30 ans, 4 ans; Omar Lefkir, 22 ans, 1 an. Hassan Khalad, Ali Buamoud, Elmahjoub Aillal, ont été condamnés à 4 ans, peine doublée par rapport à la première instance.

Il leur est reproché d'avoir participé à des manifestations pacifiques pour dénoncer la répression contre la population sahraouie qui revendique son droit à l'autodétermination. Leurs avocats et les observateurs internationaux, espagnols et français présents au procès, ont noté qu'ils n'ont pas été interrogés sur les faits et que la Cour d'appel les a traités comme des prisonniers de droit commun et avec mépris en refusant de les considérer comme des prisonniers politiques. Certains prisonniers ont fait état de tortures mais les examens médicaux leur ont été refusés.

A l'annonce de la sentence, les familles des prisonniers, des étudiants et des responsables d'associations marocaines (AMDH) et sahraouies des droits de l'Homme (ASVDH, CODAPSO, CSPROM, CDSPPM, CODESA, ODS) ont tenu un sit-in dans la salle d'audience en scandant « *pas d'alternative à l'autodétermination* » avant d'être violemment expulsés par les forces policières et militaires très présentes. La manifestation s'est poursuivie devant le tribunal.

... Nous dénonçons ces condamnations iniques par des tribunaux des forces d'occupation qui n'ont aucune légitimité. Nous alertons une nouvelle fois les autorités françaises, européennes et internationales pour faire cesser le harcèlement judiciaire des défenseurs sahraouis des droits de l'Homme et protéger le droit des Sahraouis d'exprimer pacifiquement leur opinion sans crainte de représailles. Il est urgent que les Nations unies mettent en place un mécanisme spécial de surveillance des droits de l'Homme dans les territoires occupés, comme l'ont demandé les associations internationales *Human Rights Watch* et *Amnesty international* ainsi que la délégation ad hoc du Parlement européen ... Il n'y aura pas de solution au conflit du Sahara occidental sans respect de la légalité internationale fondée sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Dernières (mauvaises) nouvelles : la situation empire, Ennaâma Asfari, défenseur sahraoui des droits de l'Homme et co-président du CORELSO, a été arrêté et condamné à 4 mois de prison. Le 6 octobre, 5 militants ont été arrêtés à la frontière mauritanienne. Le 8 octobre, 7 autres militants ont été arrêtés à l'aéroport de Casablanca à leur retour d'une visite aux camps de réfugiés sahraouis à Tindouf...

Rencontre avec des militant-e-s chinois-e-s

Du 13 au 18 septembre 2009, plusieurs organisations françaises, dont **Solidaires**, ont participé à l'accueil de quatre militant-e-s appartenant à des associations chinoises liées au monde du travail. En compagnie de 10 autres chinois-e-s, ces dernier-e- avaient auparavant participé en Allemagne à des rencontres avec des militant-e-s associatifs et syndicaux. Celles-ci ont débouché sur un programme s'étalant sur deux ans comportant notamment des échanges réguliers d'informations et la mise en place d'un site web.

Lors de leur séjour à Paris, nos invité-e-s étaient surtout intéressé-e-s par la situation syndicale, le sort des travailleurs/ses immigré-e-s, ainsi que les initiatives artistiques liées au monde du travail. Ils ont ainsi rencontré RESF, le GISTI, la Compagnie Jolie Môme, les anciens grévistes sans-papiers de Vigimark et la Confédération paysanne. Le fait d'avoir commencé ces échanges par une présentation générale de la situation politique et syndicale en France et en Europe leur a semblé une bonne idée. Ils ont beaucoup apprécié les échanges directs avec des militant-e-s de terrain, syndicaux et associatifs. Pendant ces journées, les discussions informelles ont joué un rôle au moins aussi important que les réunions proprement dites.

Les représentantes des associations de Hong-Kong et Taïwan nous ont notamment parlé de leurs enquêtes en cours ou envisageables concernant des multinationales implantées en Chine continentale, comme par exemple :

- ➔ Maersk¹, une entreprise danoise qui fabrique des containers, et dont les salariés subissent des contaminations,
- ➔ Olle Wolfe², une entreprise danoise où beaucoup de migrants ont été renvoyés pour avoir voulu monter un syndicat,
- ➔ Osram³, une entreprise allemande qui fabrique des lampes électriques,
- ➔ Carrefour, Louis Vuitton.

¹www.globalmon.org.hk/en/tag/maersk/ et <http://about.maersk.com/en/Pages/AboutHomeNew.aspx>

²www.globalmon.org.hk/en/tag/olle-wolff/

³www.osram.com/osram.com/About_Us/The_Company/index.html

Quelques initiatives sont envisageables :

- ⇒ Envoi d'informations brèves depuis la Chine sur les agissements des entreprises françaises et sur les luttes.
- ⇒ Des actions conjointes sur des multinationales françaises connues du public (Carrefour, peut-être Louis Vuitton...)
- ⇒ Faire un état des entreprises françaises implantées en Chine et dans lesquelles Solidaires est implanté.
- ⇒ Etablir à nouveau des contacts à l'occasion de la venue de certains d'entre eux en octobre 2010, en voyant comment cela peut se combiner avec d'autres mobilisations, comme par exemple la Marche des chômeurs ou l'Assemblée des Peuples qui se tiendra à Bruxelles en parallèle à la conférence des Etats d'Europe et d'Asie du sud-est ;
- ⇒ Participation d'une délégation chinoise dans les prochains forums sociaux, par exemple sur le thème des migrations.

Café zapatiste 2010 : passez vos commandes !

La situation est actuellement difficile au Mexique qui est le pays latino américain le plus touché par la crise économique. Le gouvernement de Felipe Calderon s'attaque au mouvement syndical et populaire et veut profiter de la crise pour privatiser les services publics. Au Chiapas, les communautés indiennes zapatistes sont à nouveau soumises aux attaques de groupes paramilitaires soutenus par le pouvoir. L'autonomie mise en place par l'EZLN (armée zapatiste de libération nationale) dans les territoires « récupérés » lors du soulèvement de 1994 ne peut se maintenir qu'avec notre soutien actif.

C'est pourquoi nous vous proposons cette année encore de participer à la commande de café zapatiste et ce dès maintenant pour répondre à la demande de l'association Café Solidaire :

« Nous lançons la souscription un peu plus tôt que l'an dernier. Même si elle se poursuivra comme d'habitude jusqu'à fin décembre, nous remercions ceux qui le peuvent d'y répondre dès que possible. Lors de séjours dans les coopératives l'hiver dernier, nous nous sommes rendu compte que les membres de celles-ci ont besoin dès octobre de recevoir une avance pour subvenir aux besoins du foyer. Ils sont sinon obligés de faire des emprunts ou de vendre leur café à bas prix aux intermédiaires des grandes multinationales qui payent moins cher mais comptant. Au lieu d'envoyer en une fois le prépaiement en décembre, nous commencerons donc à envoyer celui-ci dès octobre au fur et à mesure de la réception de vos souscriptions. »



Le prix est inchangé 3,20 euros le paquet et nous vous demandons de faire des commandes par 10 ou un multiple de 10 pour simplifier la trésorerie. Toutes les commandes sont à faire à devernay.pascal@wanadoo.fr et les chèques à envoyer à l'ordre de solidaires 76 à l'adresse suivante : Solidaires 6 rue Louis Blanc 76100 Rouen.

Maroc : solidaires avec les licenciés de Khouribga

Depuis juillet dernier, la ville minière de Khouribga, située à 120 km au sud-est de Casablanca, est le lieu d'un conflit qui oppose des ouvriers licenciés abusivement à l'OCP, Office Chérifien des Phosphates.

L'Union syndicale Solidaires soutien la lutte des 850 ouvriers licenciés par SMESI régie, filiale du groupe OCP. Ce groupe réalise 1,5 milliard de dollars de chiffre d'affaire, il prévoit d'embaucher 1600 nouveaux salariés. Mais il refuse d'intégrer ces 850 salariés, qui ont osé refuser les contrats précaires de 3 mois, et ont créé une section syndicale de l'Union Marocaine du Travail, pour organiser leur lutte.

Les conséquences du non emploi de ces travailleurs sont néfastes sur les familles concernées, et commencent à se faire sentir sur la ville de Khouribga. Les pouvoirs publics doivent intervenir pour que la direction de l'OCP les réintègre. Nous exigeons la réintégration immédiate de ces ouvriers dans le groupe OCP et le respect des libertés syndicales.

Déclaration du mouvement social guinéen...

Un meeting pacifique, à l'appel des Forces Vives de Guinée, a été organisé le lundi 28 septembre 2009 au stade du 28 septembre, pour faire respecter les engagements pris par le CNDD pour un retour à l'ordre constitutionnel. Dans ce stade, temple historique, le peuple de Guinée a vécu une barbarie sans commune mesure perpétrée par des forces de défense et de sécurité au nom de la junte au pouvoir. D'innocentes personnes ont été tuées, des leaders politiques violentés, des

jeunes mutilés, des femmes humiliées et violées. Les responsables de l'Inter centrale syndicale, du Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne et des religieux, compatissant à cette douleur sans nom, ont rendu visite aux blessés dans les hôpitaux et aux leaders politiques à leur domicile.

Par la présente déclaration, le mouvement social guinéen composé de l'Inter centrale syndicale (CNTG, USTG, ONLSG, UDTG) de l'Inter syndicale (UGTG, SIFOG, CGSL, CGTG), du Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne et des confédérations patronales guinéennes présente ses condoléances émues aux familles éplorées et s'inclinent pieusement devant la mémoire des disparus, et condamne vigoureusement ces massacres et exactions commis à l'encontre de citoyens sans défense.

En conséquence, le mouvement social guinéen exige :

- la libération sans conditions et sans délai de toutes les personnes arrêtées et détenues ;
- la restitution de toutes les dépouilles, y compris celles subtilisées, à leurs familles respectives ;
- l'organisation immédiate de funérailles nationales pour les victimes assassinées ;
- la création d'une commission internationale d'enquête pour faire la lumière sur le massacre et les exactions du 28 septembre et la poursuite des auteurs ainsi que leurs commanditaires ;
- la prise en charge médicale et l'évacuation, le plus rapidement possible, des leaders politiques et de tous les blessés graves ;
- la réparation immédiate des préjudices subis par les victimes ;
- le respect des libertés d'expression, d'opinion et celles relatives aux libertés individuelles et collectives.

Le mouvement social guinéen exprime sa solidarité aux responsables politiques et réaffirme son engagement à œuvrer pour l'établissement d'une véritable démocratie en Guinée. Par ailleurs, le mouvement social guinéen exige vivement, du fait du caractère répétitif et ostentatoire du viol et de l'humiliation des femmes, que des mesures et des sanctions exemplaires soient prises à l'encontre des auteurs de telles forfaitures qui portent atteinte à la dignité humaine.

Le mouvement social guinéen remercie le Conseil Inter religieux, les Sages et les exhorte à s'impliquer davantage dans le processus de restauration de la paix en Guinée. Le mouvement social guinéen remercie la CEDEAO, l'UA, le Groupe de Contact International sur la Guinée, l'Union Européenne, les Etats-Unis d'Amérique, l'ONU, le Bureau International du Travail (BIT), la Confédération Syndicale Internationale (CSI), l'Organisation de l'Unité Syndicale Africaine (OUSA) et les partenaires et amis de la Guinée pour leur solidarité et leur soutien au peuple de Guinée pour le respect des engagements pris par le CNDD en vue d'une transition apaisée.

Conakry, le 30 septembre 2009. Signataires : Conseil National des Organisations de la Société Civile Guinéenne (CNOSCG) ; Inter Centrale Syndicale (CNTG, USTG, ONLSG, UDTG) ; Inter Syndicale (UGTG, SIFOG, CGSL, CGTG), Confédérations patronales de Guinée (CPEG, CNP – Guinée).

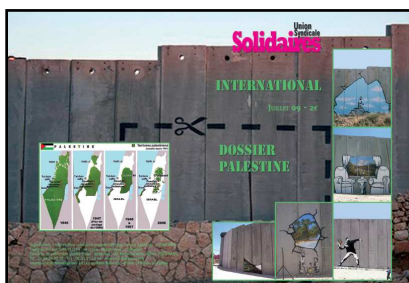
La répression continue en Euskadi

Dans l'après-midi du 13 octobre, la police espagnole a fait irruption dans le siège central du syndicat basque LAB et a arrêté 5 militants de la gauche indépendantiste basque, dont l'ex-secrétaire général de LAB Rafael Díez Usabiaga. L'Union syndicale Solidaires, comme de nombreuses autres forces syndicales d'autres pays, témoigne de sa solidarité avec les camarades de LAB et condamne la répression qui s'exerce à son égard.

Des dizaines de milliers de personnes ont envahi les rues de San Sebastian- Donostia samedi dernier, 17 octobre, en solidarité avec les militantes et militants récemment incarcérés. La manifestation avait été convoquée par les syndicats basques ELA, LAB, ESK, STEE/EILAS, EHNE e HIRU.



La revue internationale Solidaires.



Le numéro 5 de la revue internationale Solidaires contient un **dossier sur la Palestine** : *l'histoire et la géographie - Qu'est-ce qu'être "Palestinien" ? - Partis et organisations politiques - La défense des droits des travailleurs – Témoignages - Le devoir de solidarité internationale - Quelques aspects de la culture palestinienne.*

A commander rapidement par les Solidaires locaux et fédérations/syndicats nationaux qui ne l'auraient pas encore fait. Des exemplaires des quatre premiers numéros sont encore disponibles.